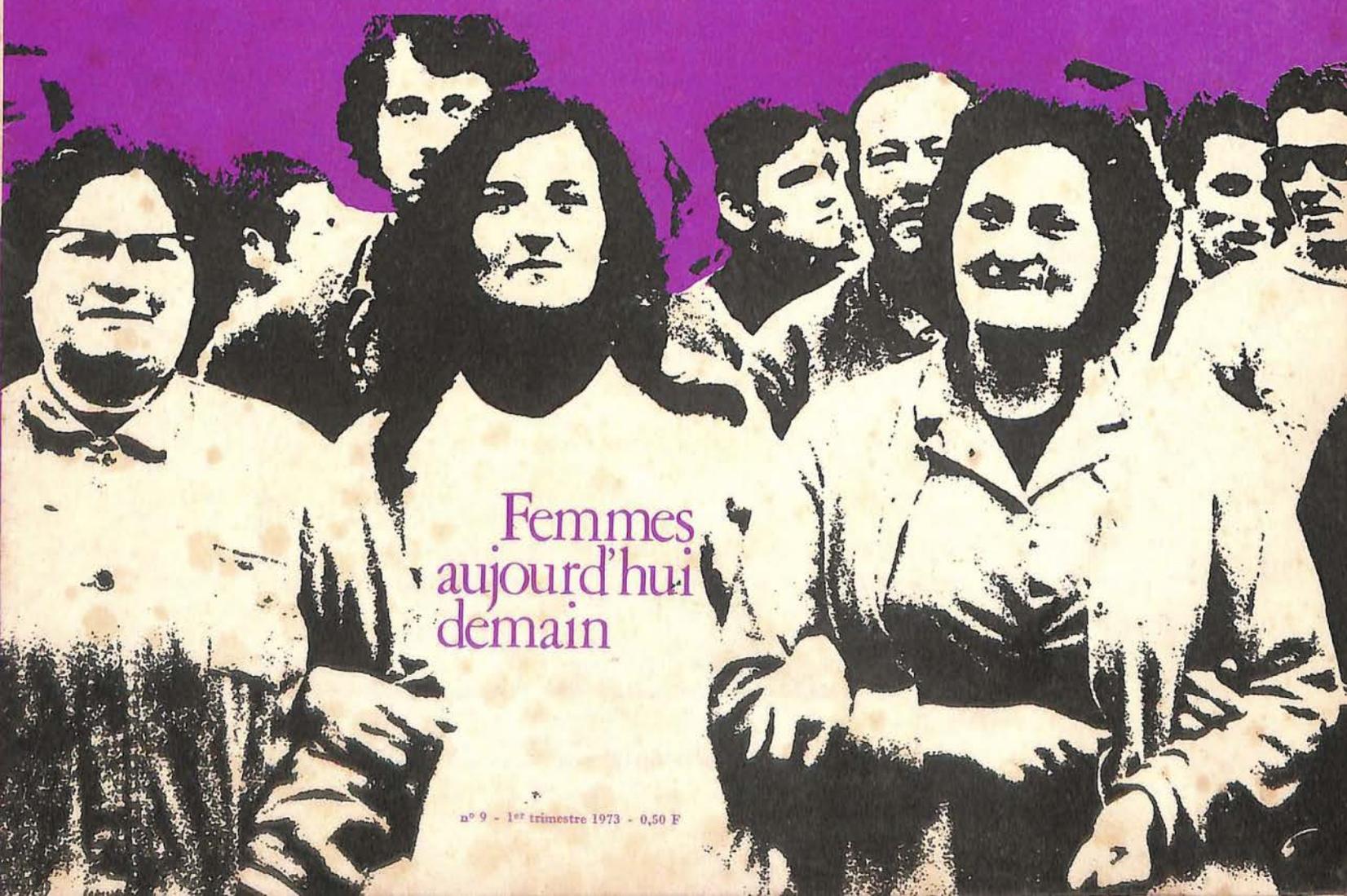


*pour que votre vie change
le 4 mars 1973
votez
pour les candidats
du parti communiste français
pour l'union populaire
et
la victoire
du programme commun*



*Femmes
aujourd'hui
demain*

●
Chères lectrices,

*A l'occasion de la nouvelle année,
notre journal vous présente ses meilleurs vœux.*

*Il espère vous avoir intéressées,
vous avoir peut-être aidées à comprendre
le sens des événements*

*qui se déroulent dans notre pays et dans le monde.
Il espère avoir contribué à soutenir votre espérance
d'une vie meilleure*

pour vous et votre famille.

*Il souhaite qu'avec la participation
de tous les travailleurs*

*manuels et intellectuels de la ville et de la campagne,
avec la participation de vous toutes,
1973 soit l'année du triomphe*

du programme commun de la gauche,

*que 1973 soit l'avènement du gouvernement
de l'union de la gauche qui réalisera ce programme,
pour vivre mieux,
pour changer la vie.*

Sommaire

A la croisée des chemins - Jacques Duclos - page 3

Demain la vie peut commencer à changer - Colette Coulon, Françoise Colpin - pages 4-5-6-7

Les communistes au Parlement comme dans le pays - Catherine Lagatu - pages 8 et 9

Pour que la gauche l'emporte - Madeleine Vignes - pages 10-11

Réponses à quelques questions - Gisèle Moreau - page 12

Le Parti communiste et les femmes - Louissette Blanquart - pages 13-14

Faire de la politique ? - Yvonne Dumont - page 15

Edité par le Comité central du Parti communiste français,

2, place du Colonel-Fabien, Paris-19^e

Photos : couverture et page 11 : Gérard Blancourt.
Maquettiste : Lydie Touluc.

Directeur de la publication : Colette Coulon

PARIS PROVINCE IMPRESSION
SIAV ERNEMÉ / BAGNOLLET

à la croisée des chemins !

Jacques Duclos

Chacun reconnaît que la France est un grand pays disposant de ressources matérielles et humaines considérables et pourtant les conditions de vie et de travail ne sont pas satisfaisantes.

Tandis que de grands groupes industriels et financiers accumulent d'énormes richesses qui accroissent leur puissance dominante, les familles de travailleurs ont du mal à « joindre les deux bouts ».

Tandis que spéculateurs et escrocs en tous genres pataugent dans les scandales, accaparent et gaspillent des fortunes, les personnes âgées sont trop souvent réduites à la misère au soir d'une vie honnête et de labeur.

Tandis que des milliards sont, chaque année, engloutis dans d'inutiles et dangereuses dépenses d'armement nucléaire, les enfants ne disposent pas des conditions nécessaires à leur plein épanouissement.

S'il en est ainsi, c'est en raison de la politique du pouvoir qui a bénéficié de l'inconditionnel soutien des députés U.D.R. et de leurs alliés « Indépendants » ou « Centristes ».

C'est pourquoi des Françaises et des Français de plus en plus nombreux pensent qu'une autre politique est nécessaire à notre pays.

Cette politique est possible, elle est définie dans le Programme commun de gouvernement établi par le Parti communiste français, le Parti socialiste et les Radicaux de gauche.

La mise en application de ce programme permettrait d'améliorer, de changer la vie de chacune et de chacun d'entre nous, de développer la démocratie afin que la voix de chacun puisse être entendue, de favoriser la consolidation de la paix et de l'amitié entre les peuples.

Oui, la France est à la croisée des chemins : ou bien toujours soumise au pouvoir du grand capital, elle s'enfoncera dans des difficultés sans nombre « avec les énormes gâchis, les souffrances et les désordres qui l'accompagnent », comme le souligne la résolution du XX^e Congrès de notre parti...

Ou bien, avec la gauche unie autour du Programme commun, elle ira vers un avenir de prospérité, de liberté et de bonheur.

Et vous, femmes de France, que vous soyez de la ville ou de la campagne, que vous exerciez ou non un métier, vous qui avec des millions d'autres Français aspirez à une vie meilleure, à un avenir de sécurité pour vos enfants, au rayonnement de la France dans la paix et l'indépendance, faites confiance au Programme commun de la gauche.

Le Parti communiste français, qui a été le meilleur artisan de l'union de la gauche et qui a toujours scrupuleusement respecté ses engagements, constitue la garantie de la mise en application du Programme commun de gouvernement.

En accordant vos suffrages aux candidats du Parti communiste français, dès le premier tour, vous contribuerez à ouvrir à notre pays une ère d'équité, de démocratie et de progrès.



demain la vie peut commencer à changer avec la victoire du programme commun.

Colette Coulon
Françoise Colpin

Nous sommes à l'heure des bilans. Au moment de vous prononcer, vous penserez aux années que vous venez de vivre. Bien sûr, MM. Pompidou, Messmer et Peyrefitte s'efforcent de vous persuader que la situation de femmes n'a jamais été aussi bonne. Une jeune fille est entrée major à Polytechnique, l'assemblée a discuté de l'égalité des salaires féminins, après les régimes matrimoniaux. Voilà, se'on eux, des pas décisifs pour la promotion de la femme, et, disent-ils, nous allons continuer dans cette voie. Mais ces quelques faits (qui résultent d'ailleurs de l'action des femmes) et les promesses nouvelles ne leur masqueront pas la situation réelle. Pour des millions de femmes, des années de pouvoir sans partage exercées par l'U.D.R., les indépendants et des centristes se traduisent par une aggravation de leurs conditions de travail, de vie. Des millions de gens aujourd'hui se privent même sur le nécessaire. Des millions de familles vivent au jour le jour, s'interdisant tout projet.

un pouvoir générateur de désordre et d'insécurité

- désordre de la hausse des prix qui déséquilibre les budgets familiaux,
- désordre de l'économie où la richesse scandaleuse de quelques-uns est la cause des difficultés accrues du plus grand nombre, où des entreprises, des usines ferment, où des régions entières sont laissées à l'abandon, des productions de fruits et de légumes détruites,
- insécurité et incertitude de l'avenir pour les familles, avec le chômage qui s'accroît, les exploitations familiales qui disparaissent,
- insécurité et incertitude pour l'avenir des enfants qui ne peuvent acquérir le savoir qu'exige notre temps, et souvent trouver un emploi, même quand ils sont munis de diplômes.

un pouvoir qui secrète les scandales

Dans son rapport au XX^e Congrès du Parti communiste français, Georges Marchais montrait : « Des affairistes hantent les allées du pouvoir. Des criminels sont donnés en exemple. Des tortionnaires se font gloire de leurs forfaits. Des tenancières de maisons closes ne sont pas seulement des héroïnes de romans à grand tirage, elles deviennent aussi des interlocuteurs valables pour les politiciens en place. La logique du régime conduit à tirer profit de tout, y compris de la drogue et de la pornographie. La décadence morale s'étale dans les milieux dirigeants.

un pouvoir de plus en plus autoritaire

Pour appliquer cette politique contraire aux intérêts de la population au cours des années, le peuple, ses représentants ont été écartés des décisions. Les pouvoirs des assemblées élues, les libertés ont été réduits. De plus en plus aujourd'hui, un seul homme détient entre ses mains tous les pouvoirs.

Alors que la richesse de notre pays, les possibilités ouvertes par le développement des sciences et des techniques permettent de mieux vivre

- toujours compter
 - toujours se restreindre
 - toujours limiter ses ambitions, ses aspirations
 - toujours se sentir comme l'oiseau sur la branche ignorant du lendemain.
- Cela ne peut plus durer.

Pierrette monte les 4 étages de son H.L.M., Tania se laisse un peu traîner, elle voudrait que sa maman la porte. Bruno vient au-devant d'elle sur le palier. Comme chaque soir, il a reconnu les pas dans l'escalier.

Pour quelques heures vite passées, la famille est réunie. Tout se déroule selon le même scénario quotidien. Les mêmes gestes. Les mêmes questions : « Bruno, as-tu fini tes devoirs ? » — « Max, as-tu remonté le pain ? »

Ce soir-là, Pierrette et Max se sont assis un moment pour parler. Pour raconter leur vie. Celle qu'ils mènent. Celle qu'ils voudraient mener.

Max est ouvrier d'entretien. Il gagne 1 300 F par mois. Pierrette est dessinatrice auxiliaire dans un bureau d'études dépendant de la direction départementale de l'équipement. Son salaire : 1 160 F par mois. Avec les allocations familiales et de logement, leurs revenus s'élèvent à 2 600 F par mois.

Ils ont deux enfants : Bruno, 10 ans,

Tania, 2 ans. Pierrette attend un troisième enfant.

se faire plaisir

Le budget est vite établi : logement 400 F, nourrice 400 F, transports : 100 F.

Le budget est vite déséquilibré : la moindre maladie, les impôts : 840 F, la côte mobilière 560 F, la taxe O.R.T.F., le gaz et l'électricité.

« On vit de moins en moins bien », dit Pierrette.

C'est l'obsédante recherche de l'équilibre sans cesse compromis tant il est précaire : « La hausse des prix entame toujours plus mon budget, j'ai éliminé le bifteck, les escalopes, les côtelettes de mouton... sauf pour la petite. »

Ça, c'est le quotidien. Il y a tout le reste. « On n'a rien, dit Pierrette, on ne peut jamais se faire plaisir. »

Elle rêve depuis dix ans de mettre des rideaux aux fenêtres, de retapisser son logement, de changer son « bric-à-brac » contre un mobilier dans lequel elle aimerait vivre.

avoir le choix

Noël est un crève-cœur : « Je vois ce qui reste sur mon compte. Je calcule. Le jouet n'est pas celui que Tania a désiré, mais celui que je peux acheter. Le réveillon, le coût en est fixé d'avance. On se fait plaisir selon nos moyens. Est-ce vraiment se faire plaisir ? »

Et ce troisième enfant ? Pierrette a longuement réfléchi : « Toute joie est gâchée. » On se sent coupable d'attendre un enfant comme une catastrophe. C'est cruel. De se dire : qu'est-ce qu'on va devenir avec une charge supplémentaire ? On pense aussi à leur avenir. Tout est incertitude, insécurité. Pierrette va cesser son travail. A-t-elle choisi ?

« Je n'ai pas le choix. J'ai pris un crayon, un papier et on a calculé. La nourrice pour le bébé, peut-être même pour les deux petits car il n'y a pas de place à l'école maternelle pour Tania. Les transports, la fatigue. Tout mon salaire avalé par les charges. Encore moins de temps et de possibilités pour me qualifier. »

Pierrette aime son travail. Elle a tenté de se qualifier, de devenir titulaire.

Elle a réussi le dessin, pas les problèmes de mathématiques. Parce que le soir elle n'en peut plus. « Comment faire des problèmes lorsque les yeux se ferment ? »

Elle est auxiliaire depuis 12 ans. Pendant son dernier congé de maternité, elle a été mutée contre son gré. Et surtout, elle aimerait devenir dessinateur d'études : « C'est lui qui sort le projet. Il crée quelque chose... »

Pas un aspect de sa vie de travailleuse, de mère, d'épouse qui ne soit touché.

Pierrette parle d'une autre vie.

Pierrette n'a pas grand effort à faire pour transposer sa vie, celle de sa famille, si demain la gauche l'emporte. Parce que chacune des mesures immédiates que propose le Programme commun de gouvernement lève un souci, une difficulté dont la somme devient de plus en plus lourde, de plus en plus écrasante pour Pierrette et sa famille.

D'abord le pouvoir d'achat.

Le budget de Pierrette sera plus aisé à établir parce que les « rentrées » augmenteront alors que les « sorties » diminueront. Le loyer et les impôts ne se tailleront plus la part du lion.



Plus durable aussi sera l'équilibre avec la certitude que l'augmentation des prix ne viendra toujours le bouleverser, qu'à l'inquiétude de la maladie ne viendra pas s'ajouter celle de ne pouvoir faire face aux frais médicaux. Etre sûre du lendemain et... du surlendemain. L'accueil de cette troisième naissance serait tout autre pour Pierrette et Max. Parce que libérés de toutes les contingences qui l'assombrissent.

La place à l'école maternelle pour Tania, la crèche pour le bébé ou le remboursement immédiat des frais de garde. Les hypothèques levées sur l'avenir scolaire et professionnel des enfants.

Bruno aura toutes les chances d'exercer la profession qu'il choisira sur le seul critère de ses capacités. Bruno ne dira plus : « Maman, il ne reste plus beaucoup d'enfants qui n'ont pas payé la coopérative. Peux-tu me donner 10 F »

Comme la vie de Pierrette, votre vie serait changée avec le programme commun de gouvernement. Avec le programme commun, c'est une vie meilleure, la sécurité du lendemain, la sécurité de l'emploi, sécurité du revenu en cas de maladie, sécurité pour l'avenir des enfants, sécurité pour les vieux jours.

Avec le programme commun, la vie ne sera plus l'éternelle course contre la montre ; vous pourrez prendre le temps de vivre, de vous cultiver, de cultiver l'amitié. Vous aurez le temps et les moyens de prendre des loisirs.

Avec le programme commun, vous pourrez prendre votre part de responsabilités, donner votre avis dans tous les domaines de l'activité économique, sociale, politique, culturelle dans votre entreprise, dans votre quartier, comme à l'échelle du pays tout entier.

Avec le programme commun, des lois nouvelles, des mesures concrètes, des moyens matériels permettront aux femmes d'accéder à l'égalité dans le travail, la société, la famille. Les femmes auront la possibilité de concilier activité professionnelle et responsabilités familiales.

Avec le programme commun, la personnalité de chacun pourra se développer au maximum. Chaque enfant pourra acquérir les connaissances sans autre limite que ses capacités. Chaque adulte aura les moyens de les compléter, de les développer.

Avec le programme commun, la vie de chacun sera plus digne, plus responsable ; les malades, les handicapés, les personnes âgées ne seront plus des assistés en marge de la société. Ils auront des droits que la collectivité remplira

Pierrette sera moins exténuée. Physiquement, moralement.

La précarité de sa situation d'auxiliaire depuis 12 ans se réglera en même temps qu'elle bénéficiera des possibilités réelles de poursuivre une formation professionnelle à laquelle elle aspire : « Je n'ai que 29 ans », dit-elle. Pierrette déterminerait alors sa vie, avec son mari, ses trois enfants selon un libre choix.

Libre parce que débarrassé de toute autre considération que son aspiration au bonheur, à celui de son mari et de ses enfants.

Etre directement responsable dans sa vie, dans son travail, c'est chez Pierrette une espèce de fringale.

Une fringale à laquelle répond point par point, et dans sa totalité, le Programme commun, dont le but se confond avec le titre « changer la vie ».

Pour Pierrette et pour toutes les autres.

envers eux. L'Etat, ses lois ne seront plus dirigés contre les travailleurs, les petites gens, au contraire toutes les lois nouvelles développeront les libertés garantissant les opinions, les croyances, et l'Etat interviendra pour les faire respecter. Avec le programme commun, la sécurité et l'indépendance de notre pays seront assurées, le rayonnement de la France dans le monde se développera. Le gouvernement démocratique exclura tout recours à la force, contribuera au règlement des conflits en cours. Il mettra fin à la fabrication de la force de frappe atomique, jouera un rôle actif pour faire progresser le désarmement, la détente internationale. Il développera nos relations économiques et culturelles avec tous les pays.

Le programme commun répond aux préoccupations de chacune d'entre vous.

Chacune trouve dans ce programme l'écho de ses préoccupations, la réponse à ses aspirations. Toutes les mesures que propose le programme commun ne sont pas une simple énumération. Elles se conjuguent, elles agissent l'une sur l'autre, et se développant, elles contribueront à créer pour chacune et pour toutes une autre qualité de vie. L'amélioration du niveau et de la qualité de la vie sera un élément essentiel du développement de l'économie, de la richesse de la société.

Le programme commun c'est votre programme. En vous invitant à le soutenir, le Parti communiste ne vous dit pas que tout sera parfait et tout de suite, mais demain, nous commencerons ensemble à changer la vie. Nous engagerons notre pays dans des transformations réellement démocratiques qui fraieront le chemin du socialisme.

la vie telle qu'elle est

Depuis 1958 le nombre de personnes imposables sur le revenu est passé de 4,5 à près de 10 millions.

Pour rendre aux allocations familiales leur pouvoir d'achat par rapport au S.M.I.C. en 1958 elles devraient être doublées.

Atteintes répétées contre la Sécurité sociale.

- 1959 : introduction de la franchise de 30 F que les luttes ont fait abolir.
- 1967 : remboursements réduits à 70 % au lieu de 80 %.

Participation de l'Etat pour les colonies de vacances :

- 1946 : 50 % du prix de journée.
- 1963 : 6,9 % du prix de journée.
- 1972 : le prix d'un yaourt.

Entre janvier 1969 et mai 1971, dans 84 entreprises de la métallurgie parisienne :

- 17 délégués candidats aux élections licenciés.
- 190 militants syndicaux licenciés.
- 434 délégués sanctionnés sur leur salaire.
- 460 délégués sanctionnés sur leur promotion.

De 1959 à 1971, les prix ont augmenté trois fois plus vite qu'entre 1952 et 1957.

Les profits de 40 des plus importantes firmes françaises ont augmenté de 77 % entre 1958 et 1962 et de 73 % entre 1962 et 1966.

De juillet 62 à juillet 72, le pouvoir d'achat d'un ouvrier père de deux enfants au salaire moyen a augmenté de 32 % selon les indices officiels, de 8,2 % selon les indices de la C.G.T. Pendant ce temps, la production industrielle de la France a augmenté de 65 %, la productivité du travail de 84 %.

Dans les ressources de l'Etat en 1959 : impôts sur les sociétés = impôts sur le revenu ; en 1972 : impôts sur les sociétés = 1/3 environ, impôts sur le revenu = 2/3.

ce qu'elle pourrait être avec le Programme commun...

- Augmentation des salaires, traitements et pensions (pas de salaires inférieurs à 1 000 F par mois).
- Revalorisation des allocations familiales versées dès le premier enfant.
- Stabilisation des prix, blocage de certains d'entre eux (loyers, services publics).
- Application de l'échelle mobile garantissant le pouvoir d'achat.

- Gratuité complète des études, livres, fournitures, outillages, transports scolaires.
- Diminution progressive du nombre d'élèves par classe.
- Formation et recyclage de haut niveau pour les maîtres.

- Construction de 1 000 crèches en 5 ans.
- Congés pour soigner les enfants malades.
- Allongement du congé de maternité à 16 semaines.
- Prime de garde et frais de garde déductibles des sommes imposables.
- Services ménagers collectifs et aides familiales développés.
- Egalité dans le salaire, le travail, la formation, la promotion professionnelle.
- Lois nouvelles sur l'autorité parentale, les régimes matrimoniaux, le divorce, l'avortement.

- Accès de tous les enfants de 2 à 6 ans, à l'école maternelle.
- Aucun barrage du cours préparatoire à la fin de la 3^e, enseignement de base commun.

- Construction de 700 000 logements par an (dont les 3/4 de H.L.M.), loyers et charges à des taux modérés.
- Crédits pour l'amélioration de l'habitat rural.
- Développement des transports, amélioration des transports en commun, carte payée par l'employeur.
- Développement des équipements socio-culturels et sportifs dans les villes et localités rurales.
- Les forêts, les plages, espaces verts, cours d'eau seront protégés, les entreprises devront prendre des mesures contre la pollution, payer les dégâts éventuels.

- Suppression du chômage.
- Semaine de travail de 40 heures en 5 jours.
- Amélioration des conditions de travail.
- Abaissement de l'âge de la retraite : 55 ans pour les femmes, 60 ans pour les hommes.
- Droits nouveaux pour les travailleurs dans les entreprises.

- Immédiatement remboursement à 80 % des frais médicaux — 100 % pour l'hospitalisation — et gratuité des soins pour tous établie progressivement.
- Extension de la P.M.I. et médecine scolaire.

les communistes, au parlement comme dans le pays...

Catherine Lagatu

Si une majorité de gauche s'installait à l'Assemblée nationale au printemps prochain, la France, celle qui travaille et qui pense, aurait, du jour au lendemain, les yeux fixés sur les travaux parlementaires. Elle inspirerait ces travaux et en deviendrait un soutien actif. Le Parti communiste a toujours combattu tous les plans, toutes les lois qui lui paraissaient contraires à l'intérêt des travailleurs. Avec ses élus ; il a élaboré des propositions de lois et pris des positions conformes à l'intérêt du peuple.

Nous n'étions qu'une poignée d'élus en 1958, on nous croyait écrasés. Cependant, nous avons lutté avec acharnement pour la justice sociale et les libertés contribuant ainsi à préparer l'Union de la gauche.

Ce sont quelques aspects de ce travail parlementaire que nous voulons présenter. Le passé ne répond-il pas de l'avenir ?

Dès 1958, malgré les illusions largement répandues, courageusement notre parti déclare « que loin de résoudre les difficultés du pays, la politique du pouvoir des monopoles ne peut que les accentuer, la classe ouvrière sera la première victime de la politique dite « nouvelle ».

Avec force, il a dénoncé jour après jour cette politique qui lésait les ouvriers, les travailleurs, les démocrates. Deux succès devaient être enregistrés : contre la franchise des 30 F concernant la Sécurité sociale, et pour le maintien de la retraite du combattant. Ces actions communes ont aidé à l'union nécessaire des travailleurs contre les grandes sociétés capitalistes.

Les grands problèmes politiques n'ont jamais, en effet, fait oublier le présent. Le groupe des députés communistes s'est attaché avec persévérance à défendre les intérêts de toutes les catégories de la population.

En 1971, par exemple, le groupe communiste a posé au Gouvernement 55 questions orales sans débat, et plus de 4 000 questions écrites, liées aux luttes menées dans les villes, les entreprises, à la campagne. Pour citer les dernières, mentionnons : la gratuité de la scolarité, le paiement des bourses scolaires, le mois de la rentrée, « exigeant les crédits nécessaires à l'application de la loi sur la régulation des naissances », l'augmentation immédiate

des allocations familiales, la suppression des critères d'attribution de l'allocation orphelin, l'organisation de l'enseignement pour l'enfance handicapée, la politique de santé, la déduction des frais de garde d'enfants des sommes soumises à l'impôt, la réduction de la T.V.A. sur les produits de grande consommation, l'adoption, etc.

Entre 1968 et 1972, le groupe communiste a fait pour sa part 160 propositions de loi sur les sujets les plus divers, abordant tous les grands aspects de la vie nationale, dont le gouvernement et la majorité ont refusé la discussion.

Elles portaient sur le salaire minimum à 1 000 F par mois, la fiscalité, l'Éducation nationale, la formation professionnelle, les transports en commun, le logement, la nationalisation des secteurs clés de l'économie. Ces propositions avançaient des solutions constructives, proposaient le dégagement des ressources nécessaires à la réalisation d'une politique de progrès social.

Les femmes députés communistes : Marie-Claude Vaillant-Couturier, Jeanette Prin (disparue prématurément dans un accident de voiture) et Jacqueline Chonavel ont été particulièrement actives sur toutes les questions concernant les femmes, l'enfance, la famille.

Au cours de la dernière législature, furent déposées, redéposées ou modifiées pour les actualiser une série de propositions de loi sensibles aux femmes dont voici l'essentiel.

Travail

- l'application du principe d'égalité de rémunération « à travail égal, salaire égal » entre les hommes et les femmes sans discrimination ;
- fixer dans l'immédiat à 60 ans l'âge auquel les femmes travailleuses peuvent bénéficier de la retraite à taux plein, comme première étape vers la retraite à 55 ans ;
- faire bénéficier les femmes salariées d'une réduction d'âge d'ouverture du droit à pension à raison d'un an par enfant ;
- permettre aux mères de famille exerçant un emploi salarié de déduire lors du calcul de leur revenu net imposable le montant des frais résultant de la garde de leur enfant.

Pour la reconnaissance du caractère social de la maternité

- accorder au titre de l'assurance maternité aux femmes salariées le paiement pendant 16 semaines d'indemnités journalières de repos d'un montant égal à leur salaire ;
- renforcer la protection contre les licenciements abusifs des femmes salariées en état de grossesse ;
- aménager le temps de repos de certaines mères de famille à l'intérieur des entreprises privées ;
- octroyer des indemnités journalières à l'assurée sociale lorsqu'elle est contrainte de suspendre son travail pour soigner un enfant mineur ;
- instituer dans le secteur privé une contribution obligatoire à titre de participation au financement de la construction et du fonctionnement de crèches.

Veuves, femmes seules

- ouvrir le droit aux prestations de de l'assurance maladie aux femmes seules ayant occupé un emploi pendant 200 heures dans le trimestre ou 60 heures dans le mois civil, précédant la date des soins ;

- assurer un minimum de ressources aux veuves.

Ils ont également déposé des propositions tendant :

- à créer une allocation en faveur des orphelins et des enfants à charge d'un seul parent ;

- à instituer une allocation en faveur des jeunes demandeurs d'un premier emploi et maintenant leurs droits au titre des allocations familiales ou de la Sécurité sociale ;

- à donner à toutes les jeunes filles et les femmes travailleuses une formation professionnelle leur permettant d'accéder aux emplois qualifiés ;

- à la création d'un fonds de pensions alimentaires ;

- à assurer l'égalité des époux dans la direction de la famille et la gestion de la communauté.

Pendant toute la législature, le groupe communiste est intervenu pour demander l'adoption des décrets d'application de la loi sur la régulation des naissances et les crédits pour son application. En 1972, le groupe dépose après l'adoption de cette loi, une proposition tendant à l'abrogation des lois réprimant l'avortement et à instaurer une nouvelle réglementation de l'interdiction de la grossesse.

Il faudrait parallèlement évoquer le travail du groupe communiste au Sénat et s'étendre longuement sur l'activité de nos élus municipaux et généraux. Avancer les mesures immédiates à prendre et tracer les perspectives d'avenir d'une vie meilleure, tels ont été les soucis des élus communistes. Aujourd'hui un programme commun de gouvernement de la gauche existe. A vous d'imposer qu'il triomphe aux prochaines élections. Alors une nouvelle assemblée pourrait se mettre au travail.

L'activité passée et incessante des élus communistes n'est-elle pas la garantie la plus sûre de leurs efforts pour que demain soit appliqué ce programme commun ?

pour que la gauche l'emporte dès le premier tour faites confiance aux candidats du parti communiste

Madeleine Vignes

Jamais dans notre pays élections législatives n'ont eu un tel enjeu, car jamais la situation politique n'avait permis que l'objectif immédiat d'élections soit un changement radical de l'orientation politique et économique de la France.

Cette fois-ci, la gauche unie peut gagner les élections, elle en a le moyen politique essentiel : **l'union sur un programme commun de gouvernement.**

Face à la majorité U.D.R. - Centriste, discréditée par 15 ans de pouvoir, 15 ans de politique antisociale au seul profit d'une poignée d'hommes des banques et des trusts.

Face à la discorde qui s'est emparée de la majorité engluée dans la spéculation et les scandales,

pour la première fois dans l'histoire de notre pays, la gauche se présente devant les électeurs unie, unie pour gouverner la France en appliquant le programme de gouvernement, établi en juin 1972 par le Parti communiste, le Parti socialiste et les Radicaux de gauche.

Le Parti communiste a toujours considéré que pour donner l'élan nécessaire aux forces ouvrières et démocratiques pour en finir avec le pouvoir actuel, la coopération, l'union des partis de gauche devaient revêtir la forme d'un engagement commun à mettre en œuvre ensemble, c'est-à-dire un programme commun de gouvernement s'attaquant

résolument à la domination du grand capital et comportant les profondes réformes sociales, économiques, politiques dont le pays a besoin.

C'est maintenant chose faite. Ce programme commun de gouvernement existe et depuis des semaines, autour de lui, pour son soutien et son triomphe, des millions de Français et de Françaises se rassemblent.

Le prodigieux rassemblement du 1^{er} décembre à Paris, autour des dirigeants des trois partis de gauche a concrétisé cette possibilité de victoire.

Dans les usines, les bureaux, les quartiers, les villes, les départements, communistes, socialistes, radicaux, syndicalistes agissent déjà ensemble sur des points du Programme commun.

les atouts de la victoire

L'atout politique majeur de la victoire du Programme commun est l'union et l'engagement qu'il représente.

• Sa force d'attraction, la confiance et l'enthousiasme qu'il donne grandissent bien au-delà des Français et des Françaises déjà influencés par le Parti communiste, le Parti socialiste et les Radicaux.

• Il s'appuie sur la classe ouvrière bien organisée, et sur l'ensemble des salariés qui représentent les trois quarts de la population active. Il est le fruit de leurs luttes, il correspond à leurs besoins et à leurs aspirations.

• Il apporte des solutions aux problèmes posés par les manifestations d'autres couches sociales écrasées aussi par la politique du grand capital.

• La grande centrale syndicale, la C.G.T., lui apporte son soutien actif; des dirigeants de la Fédération de l'Education nationale étaient présents au rassemblement du 1^{er} décembre, d'autres organisations de masse ne manqueront pas de les rejoindre.

• Il contient les moyens économiques de son application :

• la nationalisation des banques et des grandes industries remettront à la nation les ressources matérielles et les richesses de notre pays;

• les économies sur les dépenses militaires (10 milliards par an) sur les subventions aux grands groupes capitalistes (11 milliards) sur la spéculation foncière (30 milliards) permettront largement de financer chaque année une véritable éducation nationale (de 12 à 15 milliards en plus), 1 000 crèches (725 millions), 700 000 logements, etc. Il en sera de même des nouvelles ressources provenant de la suppression des privilèges fiscaux des grandes affaires capitalistes (20 milliards) malgré l'allègement prévu de la charge fiscale des travailleurs.

• La gauche unie a les moyens de gouverner le pays.

Dans toutes les branches d'activité de l'économie, de l'Education nationale, de la politique extérieure, de nombreux cadres, bien au-delà des forces politiques organisées n'aspirent qu'à mettre leurs compétences au service d'une politique démocratique.

La gestion démocratique des entreprises nationalisées de la fonction publique, les nouveaux droits syndicaux libéreront des intelligences, des compétences, des énergies capables d'appliquer au mieux la politique du Programme commun.

• La gauche unie peut l'emporter et gouverner la France dans l'indépendance nationale, parce que son programme se situe dans le grand mouvement des peuples qui ont imposé dans le monde la coexistence pacifique et une évolution du rapport des forces en faveur de la démocratie, de l'indépendance et du socialisme.

un choix démocratique et efficace

Pour les élections, le Parti communiste, le Parti socialiste et les Radicaux de gauche, unis autour du Programme commun ont également défini en commun la tactique électorale la plus efficace pour permettre de rassembler, dès le premier tour, le maximum de voix pour la gauche.

Au premier tour : chacun des partis présente un candidat afin qu'en toute

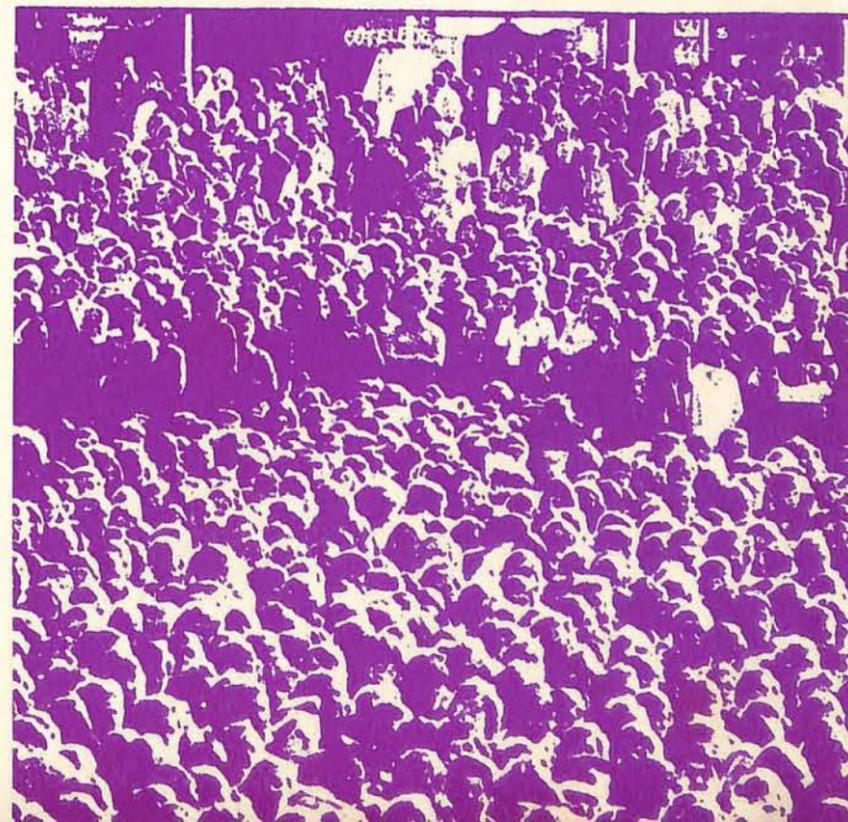
démocratie, les électeurs puissent choisir le candidat qu'ils considèrent le meilleur pour appliquer le Programme commun.

Au deuxième tour : un seul candidat du Programme commun se maintiendra : celui placé en tête par le suffrage universel du premier tour, et les trois partis de gauche appelleront à voter pour lui. Lectrices de ce journal, vous appréciez le bilan de l'activité du Parti communiste, son rôle pour l'unité d'action; la compétence, le dévouement de ses militants, de ses candidats dans votre entreprise, votre quartier, votre ville.

Permettez-nous de vous rappeler que les ministres communistes au lendemain de la Libération ont été de grands hommes d'Etat, reconnus comme tels, au nom de qui restent attachés la Sécurité sociale, le statut de la Fonction publique, etc. De même, les maires communistes montrent leur aptitude à gérer les affaires publiques.

Au premier tour, vous voterez, vous ferez voter pour le candidat du Parti communiste français dans votre circonscription.

union populaire



et si la gauche l'emporte, lui sera-t-il possible de constituer un gouvernement

Croyez-vous que le président Pompidou laissera faire ?

Un vote majoritaire en faveur des partis de gauche traduira un nouvel élan du rapport des forces que, bon gré mal gré, le président de la République ne pourra négliger.

Le nombre de ses partisans sera amoindri tandis que l'enthousiasme et la confiance galvaniseront l'union populaire qui gagnera d'autres sympathies parmi les hésitants d'hier.

Défier le suffrage universel dans ces conditions risquerait d'avoir un effet de boomerang en indisposant nombre de Français jusque dans l'électorat de la majorité actuelle. La menace par Pompidou de ne pas respecter le suffrage universel n'est que prétention, et le chantage destiné à intimider la partie la moins éclairée de l'opinion.

Que pourra-t-il faire en effet, face à la volonté de millions de Français et de Françaises qui lui auront massivement signifié leur désaveu de sa politique ? Que pourra-t-il faire face aux millions de Français de toutes catégories sociales, qui se sont unis pour mettre fin à sa politique et pour mettre en place un gouvernement démocratique ? N'est-on pas en droit de penser que des cadres actuellement liés à l'appareil d'Etat respecteront la légalité exprimée par le suffrage universel.

Que pourra-t-on faire pour éviter la fuite des capitaux ?

Tout d'abord, il faut bien voir que l'exportation des capitaux ne s'effectue pas au moyen de cassettes à bijoux ou de mallettes à double fond, mais par l'intermédiaire des banques, des établissements financiers.

Le Programme commun de gouvernement prévoit la **nationalisation de tout le secteur bancaire et financier**. Celle-ci dépendra de l'activité des travailleurs

de ces secteurs et sera placée sous leur contrôle.

Peut-on penser que ceux-ci, ayant lutté pour une grande partie d'entre eux et voté pour la mise en place d'un gouvernement démocratique, accepteront tranquillement que se déroule sous leurs yeux un sabotage économique ?

L'intervention des travailleurs et la mise à l'écart des spéculateurs grâce à la nationalisation sont les meilleures garanties d'efficacité d'un contrôle des changes. Si, en 1968, la fuite des capitaux a pris les proportions que l'on sait, c'est précisément parce que ceux qui envoyaient leurs fonds à l'étranger étaient placés aux postes de direction de l'Etat. Ce serait fondamentalement différent en 1973 si la victoire va à la gauche unie.

Le secteur financier aujourd'hui est uniquement dirigé au profit de quelques gros spéculateurs. Avec la gauche, il sera mis au service bien compris de la nation, c'est-à-dire au service de la population.

D'autre part, il faut bien considérer que l'argent ne constitue pas en lui-même la plus importante source de richesse des capitalistes en France : les usines, les immeubles, les stocks, les matières premières, le travail humain, c'est cela qui crée les richesses.

La grande bourgeoisie internationale ne pourra pas non plus tenter de remettre en cause ouvertement une victoire de la gauche, car l'heure est à la détente internationale, à la coexistence pacifique ; le contexte international avec le développement des échanges dans tous les domaines avec la présence du camp socialiste, la perte de prestige des Etats-Unis, est favorable à un changement démocratique dans notre pays.

Sans sous-estimer les capacités de la grande bourgeoisie, nous pouvons envisager avec confiance l'avenir démocratique de notre pays en considérant bien l'essentiel : plus la majorité pour le triomphe du Programme commun sera puissante, moins grandes seront les possibilités de la bourgeoisie d'entraver sa réalisation. Et il dépend beaucoup de vous que cette majorité soit massive. C'est seulement grâce à l'intervention constante dans tous les domaines, et à tous les niveaux des hommes et des femmes de notre pays que se réalisera ce programme pour **vivre mieux et pour changer la vie**.